

# Le Dialogue tourne à la foire aux postes de pouvoir

● Le "Dialogue" politique, forum destiné à établir un calendrier électoral conforme à la Constitution, s'est ouvert sous de mauvais auspices.

● Son fonctionnement a confirmé les craintes, poussant l'Eglise à menacer, mardi, de claquer la porte.

● Vital Kamerhe, arrivé troisième à la présidentielle frauduleuse de 2011, a adopté une courbe rentrante qui suscite beaucoup de commentaires.

## Le président Kabila est hué par la foule au stade

Le cri est sorti de 80 000 poitrines : "Kabila, sache-le : le mandat est fini !" C'était dimanche, au stade des Martyrs de Kinshasa, où l'équipe nationale congolaise dominait celle de Centrafrique. Mais dans la liesse de la victoire pressentie, ce n'est pas la gloire des "Léopards" que le public chantait mais ce "Kabila, yebela : mandat esili!" Et contrairement à l'habitude, les supporters n'ont pas fêté leur victoire dans les rues, en sortant du stade. "Exceptionnel", nous disent plusieurs Kinois.

La veille, Olive Kabila, épouse du président, n'était pas arrivée à remplir plus de la moitié du stade Kibassa Maliba (35 000 places), dans un quartier populaire de Lubumbashi (Haut-Katanga), alors qu'elle y distribuait des colis scolaires. Et l'avant-veille, à Kindu (Maniema, province considérée pourtant comme le dernier fief fidèle au président Kabila), un match de foot opposant l'équipe locale à celle de Katumbi a tourné à la manifestation pour "Moïse", dont le nom a été scandé par les dix mille spectateurs.

"C'est un signe clair", dit l'un de nos interlocuteurs. "Comme l'a été le bon suivi du mot d'ordre 'écoles mortes' du Rassemblement" de l'opposition, lundi, avec un large boycott de la rentrée des classes. "Les gens l'ont bien suivi à la fois parce que ça leur permet de reporter à plus tard les frais scolaires, alors que les prix ont grimpé et que la situation est très dure pour beaucoup de gens – mais les autorités ne s'en occupent pas – et parce que tout le monde a peur de troubles. Tout le monde dit que ça va finir par barder parce que Kabila n'a pas l'intention de partir" à la fin de son mandat, le 19 décembre.

### Aucune concession à l'opposition

Car l'ouverture du "Dialogue" politique, le 1<sup>er</sup> septembre, n'apparaît pas comme une solution.

D'abord parce que l'essentiel de l'opposition en est absente. Le facilitateur, le Togolais Edem Kodjo, a en

effet ouvert la réunion sans attendre que soit rencontrée une seule des conditions mises par le Rassemblement de l'opposition à sa présence. Ainsi, seuls quatre prisonniers d'opinion ont été libérés (mais sont toujours poursuivis) sur la centaine de prisonniers politiques dont la libération était exigée; M. Kodjo avait accepté sans la faire vérifier une liste du gouvernement de 24 détenus à libérer, dont 20... n'étaient pas prisonniers ! Ainsi encore, seuls ont été rouverts deux médias appartenant à des opposants (au lieu de neuf). Encore ne s'agit-il que de médias proches de dirigeants d'opposition participant au Dialogue. Enfin, Edem Kodjo, vu comme "partial", "dépassé" ou "incompétent", n'a pas été remplacé par le groupe international réclamé.

Les débuts du Dialogue n'ont pas permis de redresser la barre, au contraire.

### Corruption et mandats non vérifiés

M. Kodjo a ainsi accepté, pour siéger au nom de l'opposition, des gens dont il n'a pas vérifié qu'ils étaient bien mandatés par leur parti. Et beaucoup ne le sont pas.

La société civile réclamait une retransmission des débats en direct (comme sous la Conférence nationale souveraine, en 1991-92) pour surveiller les participants mais le Dialogue a lieu "presque à huis clos", dit un Kinois, dans le camp militaire "Cité de l'OUA", sous la surveillance de la garde présidentielle, ce qui a muselé la liberté d'expression.

L'enceinte est le théâtre de tentatives de débauçage des personnes siégeant au nom de l'opposition. Des sommes importantes sont versées aux participants au titre de "per diem". A deux reprises, le nom-

bre total de participants a été augmenté, passant de 150 à 200, puis à 280. Non pour élargir l'assise du Dialogue mais parce que nombreux sont les politiciens qui veulent "y être" tant il apparaît que la réunion va, non pas préparer des élections crédibles et conformes à la Constitution, comme annoncé, mais distribuer des postes de pouvoir en échange d'un accord à une modification de la législation interdisant la prolongation à la présidence de M. Kabila.

### Une feuille de route déjà vue

Selon le député de la Majorité présidentielle Thomas Lokondo, la feuille de route du Dialogue, distribuée par M. Kodjo, "est pratiquement la photocopie certifiée du mécanisme (que) nous avons mis en place à l'époque pour le fonctionnement des concertations nationales" de 2013. Ces dernières assises, destinées à créer une "union nationale" derrière Kabila après la méga-fraude électorale de 2011, s'étaient clôturées par des centaines de recommandations dont... une seule avait été exécutée : le remaniement du gouvernement (plus d'un an après) pour offrir des postes à des "représentants de l'opposition" ayant participé à ces assises.

Cela renforce évidemment l'impression que le Dialogue n'est qu'une nouvelle tentative pour maintenir illégalement Joseph Kabila au pouvoir, ce qui a poussé l'Eglise à menacer, mardi, de se retirer s'il n'y avait pas "respect absolu" de la Constitution.

"On est loin de l'enthousiasme suscité par la Conférence nationale souveraine (1991-1992). Les gens voient ça comme une affaire de politiciens", dit un de nos interlocuteurs à Kinshasa.

Marie-France Cros

*"Tout le monde a peur de troubles. Tout le monde dit que ça va finir par barder parce que Kabila n'a pas l'intention de partir."*

UN KINOIS

# Le jeu ambigu de l'Afrique du Sud

Certains Congolais s'interrogent sur le jeu ambigu joué par l'Afrique du Sud dans leur pays.

Ainsi, c'est Nkosazana Dlamini-Zuma, présidente de la Commission africaine (qui se voudrait équivalente, au sein de l'Union africaine, à la Commission européenne), qui a désigné le Togolais Edem Kodjo comme "facilitateur" du "Dialogue" politique de Kinshasa, alors que l'opposition congolaise ne voulait pas de lui et réclamait une facilitation regroupant plusieurs représentants de la Communauté internationale afin de mieux assurer sa neutralité.

Or, M<sup>me</sup> Zuma est l'épouse divorcée du président sud-africain Jacob Zuma, dont elle a été le ministre et auquel elle voudrait succéder: comme elle ne recherche pas un second mandat à la tête de la Commission africaine, on lui prête l'intention de se réserver pour la prochaine présidentielle sud-africaine.

## Pretoria veille à ses intérêts

Jacob Zuma entretient au Congo un contingent armé qui intervient militairement au Kivu, au sein de la Bri-

gade d'intervention des casques bleus onusiens. Il a par ailleurs signé en 2013 un traité international avec Kinshasa, en vue d'associer l'Afrique du Sud à l'agrandissement du barrage d'Inga et lui donner un accès privilégié à l'électricité produite; Pretoria a un besoin crucial de ce courant pour son développement économique.

Enfin, Khulubuse Zuma, neveu du chef de l'Etat sud-africain, a une société d'exploitation du pétrole du lac Albert, dans le nord-est du Congo.

Si l'implication sud-africaine au Congo a de bonnes raisons (la RDC est le pays le plus peuplé, le plus étendu et le plus pauvre de la SADC, communauté de développement d'Afrique australe dont l'Afrique du Sud est la locomotive), certains observateurs décèlent une différence d'analyse entre le président Zuma – pro-Kabila au nom de la stabilité qui garantira les investissements à Inga – et son ministère des Affaires étrangères, qui doute que le maintien du président Kabila garantisse la stabilité et préférerait soutenir la démocratisation.

Marie-France Cros

# Vital Kamerhe, l'opposant "Kamerhéon"

Une difficile nouvelle reconversion semble en cours pour Vital Kamerhe, 57 ans.

Originaire du Sud-Kivu, licencié en Sciences économiques, il avait travaillé pour différents ministères sous Mobutu tout en présidant la "Jeunesse" de la coalition d'opposants Usoral, avant de poursuivre sa carrière dans des cabinets ministériels sous Laurent Kabila puis Joseph Kabila. Il avait mené la campagne électorale de ce dernier en 2006 et avait été élu député, puis président de l'Assemblée nationale, poste qu'il occupa brillamment en établissant cette Chambre comme contre-pouvoir démocratique à la Présidence, ce qu'elle a largement cessé d'être depuis la disgrâce de Vital Kamerhe, en 2009. Ce dernier était alors passé à l'opposition. Lors des élections (non crédibles) de 2011, il était arrivé en troisième position à la présidentielle, loin derrière Kabila et Tshisekedi.

Son heure de gloire est janvier 2015, lorsqu'il organisa les protestations contre le projet de la majorité présidentielle d'ouvrir un troisième mandat à Joseph Kabila, alors que la Constitu-

tion les limite strictement à deux. La protestation fut réprimée dans le sang (une quarantaine de morts).

## Marginalisé au sein de l'opposition

Au cours de 2015 et 2016, cependant, la gloire montante de Moïse Katumbi, qui venait de quitter la majorité présidentielle par opposition au troisième mandat, est venu déplacer Vital Kamerhe de l'échiquier politique. Désormais – et bien plus que Kamerhe n'a jamais pu l'espérer pour lui-même – c'est le Katangais qui apparaît comme l'allié de Tshisekedi dans la conquête du pouvoir. Kamerhe ne peut plus espérer accéder à la fonction suprême par l'opposition.

Il adopte une courbe rentrante, qui lui vaut d'être désormais surnommé "Kamerhéon" à Kinshasa: il refuse en juin de s'associer au Rassemblement d'opposition créé à Genvat et participe en septembre au Dialogue honni par l'essentiel de l'opposition. "Je pense qu'il vise à présent, en échange, un poste de Premier ministre de Kabila", suppute un observateur à Kinshasa.

Marie-France Cros